

[Text]

[Translation]

• 1140

Mr. Allmand: For the moment, I just want to know the cost of the ad program and what evaluation studies you have done on the stay-in-school programs and the WOW program. If you have done them, would you make them public and available to the committee?

Mr. Danis: The National Stay-in-School Initiative is just starting, so we do not have an evaluation for that. WOW has been in place since 1985, and as you noticed, we even increased funding from 1989 at \$20.2 million to 1990 at \$35.2 million. We do not have a detailed evaluation of the programs, but a substantial number of the students who participated in the program have been questioned and every answer concerning the program was positive. The cost of advertising for this program was \$700,000 this year.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): Welcome to the minister. I am sure he is going to tackle these questions of our education with vigour.

The decision to cut funding to university and college students in favour of high school students seems to me strange, because the debts incurred by college students and university students are becoming very burdensome. As pointed out by the Federation of Students last summer, the average wages under our programs were a little over \$2,000—only marginally up from the year before—but student costs for an academic year can run well over \$6,000.

Many students come to my office because they have these debts. Perhaps when they graduate they are not yet employed and they are being hounded, not by the government, because the government of course turns it over to a collection agency to avoid the unpleasantness directly.

I question the logic of the stay-in-school program on the basis of literacy, which is what the minister seems to be advocating. I believe literacy is mainly achieved or failed in elementary school rather than in high school. It may be mended in high school, but if people have not learned to read, write and count in elementary school, it seems strange to pay them to stay in high school to do what they did not do before.

The problem may well be somewhere other than in the high school. I am not clear whether the minister's theory is that the reason for the 30% drop-out in high school is economic. Is the money going to cure the drop-out rate or will it only persuade some students to stay in for the sake of the financial aid but not necessarily to learn any more than they were learning?

There is evidence of low morale in some high schools, and I am not at all sure that the reasons for it are directly or primarily due to a lack of money, such as this program might provide.

M. Allmand: Pour le moment, je voudrais simplement connaître le coût de la publicité ainsi que les résultats de votre évaluation du Projet national d'incitation à la poursuite des études et des ateliers d'orientation au travail. Si vous avez ces données, voulez-vous les rendre publiques et les communiquer au comité?

M. Danis: Le Projet national d'incitation à la poursuite des études vient tout juste de commencer, et nous ne l'avons donc pas encore évalué. Les AOT existent depuis 1985, et comme vous l'avez remarqué, nous avons fait passer leur financement de 20,2 millions de dollars en 1989 à 35,2 millions de dollars en 1990. Nous n'avons pas une évaluation détaillée les concernant, mais un bon nombre des étudiants qui y participent ont été consultés, et se sont prononcés de façon très positive. La publicité de ces programmes a coûté 700,000 dollars cette année.

M. Heap (député de Trinity—Spadina): Je voudrais souhaiter la bienvenue au ministre. Je suis certain qu'il va aborder nos problèmes d'enseignement avec détermination.

Je trouve curieux qu'on ait décidé de réduire le financement consacré aux étudiants de niveau universitaire et collégial au profit des élèves du secondaire, car les étudiants de niveau collégial et universitaire supportent des dettes de plus en plus lourdes. Comme l'a indiqué l'été dernier un représentant de la Fédération des étudiants, le salaire moyen versé en vertu de nos programmes dépassait à peine les 2,000 dollars et n'avait presque pas augmenté par rapport à l'année précédente, alors que les frais d'une année à l'université peuvent facilement dépasser 6,000 dollars.

De nombreux étudiants viennent me voir à mon bureau à cause de leurs dettes. Lorsqu'ils obtiennent leur diplôme, ils n'ont pas encore d'emplois et ils sont sommés de rembourser leurs dettes, non pas par le gouvernement, mais par des agences de recouvrement mandatées par le gouvernement, qui se décharge des basses besognes.

Je m'interroge sur l'opportunité de la poursuite des études à des fins d'alphabétisation, comme semble le préconiser le ministre. Pour moi, c'est au niveau primaire, et non pas secondaire, que se joue le succès ou l'échec de l'alphabétisation. Il peut y avoir amélioration à l'école secondaire, mais si des élèves n'ont pas appris à lire, à écrire et à compter à l'école primaire, il semble paradoxal de les payer pour qu'ils restent à l'école secondaire, dans l'espoir de leur faire apprendre ce qu'ils devraient déjà savoir.

Il y a de fortes chances pour que le problème réside ailleurs qu'au niveau secondaire. Je ne sais pas exactement si, dans l'esprit du ministre, cette proportion de 30 p. 100 d'impersévérance scolaire est due à des facteurs économiques. L'argent va-t-il résoudre ce problème d'impersévérance, ou essaye-t-on simplement de convaincre des élèves de poursuivre leurs études pour bénéficier d'une aide financière, et non pas forcément pour étudier davantage?

On remarque que dans certaines écoles secondaires, les élèves sont démotivés, et je ne suis pas certain que ce soit à cause d'une insuffisance de fonds, que ce programme viserait à pallier.